



*“Nous prions Dieu en ce matin de fête pour qu’on ne découvre point de pétrole dans nos communautés. Seigneur, laissez le pétrole qui est sous nos maisons et sous nos fermes s’écouler loin de nous. Seigneur, épargnez-nous les peines et les infortunes et les maladies que le pétrole apporte à notre peuple, à nos fermes et à nos rivières. Seigneur, protégez-nous contre de nouveaux malheurs aux mains de ceux qui veulent nos propriétés. Amen.”* Paroles d’un pasteur à une assemblée de fidèles dans le Delta du Niger, au Nigeria.

étude de cas **neuf**



compagnies

**chevron [états-unis]**  
**shell [royaume-uni/pays-bas]**

## quadruple pontage

le gazoduc ouest-africain



© lesi e fields, at ee.uu.

La dévastation environnementale et humaine causée par les puissantes sociétés pétrolières multinationales dans le Delta du Niger n’est un secret pour personne. Des communautés démunies coexistent avec des torchères de gaz hautes d’un étage qui ressemblent à des fournaises, comme des cheminées qui lanceraient des flammes géantes. Des pipelines s’entrecroisent dans les environs, crevant et explosant. Les gens subissent une pollution permanente de l’air et de l’eau, ainsi que le passage d’innombrables poids lourds et camions citernes. Ces communautés, qui vivent au milieu de la saleté du pétrole et en souffrent les conséquences néfastes pour la santé, traversent pourtant des périodes où il n’y a pas de gaz disponible, parce que le pays manque de capacité de raffinage.

### un gazoduc qui traîne en longueur

Il faut remonter 21 ans dans le temps pour retrouver la genèse du Projet de gazoduc

d’Afrique de l’Ouest. A ce moment-là, la Communauté des Etats d’Afrique de l’Ouest l’avait proposé comme une de ses principales politiques économiques. Une étude de faisabilité commandée par la Banque mondiale établit, il y a déjà 11 ans, qu’un pipeline pour conduire le gaz naturel du Nigeria jusqu’au Ghana, en passant par le Bénin et le Togo, était viable du point de vue commercial. Pourtant, ce n’est que maintenant, lorsque les travaux sont en cours, que le consortium de sociétés pétrolières et la Banque mondiale ont décidé de “consulter” les communautés locales qui supporteront les impacts de ce gazoduc de 1033 kilomètres.

Les quatre pays concernés ont déjà signé un accord intergouvernemental sur l’adaption de leurs lois respectives. Le consortium pétrolier – constitué par Chevron, Shell, la Compagnie nationale du pétrole nigérien, la Compagnie nationale du pétrole du Ghana, la Société



Fumée d'un oléoduc en feu depuis trois semaines. Les oléoducs de la région, qui serpentent à travers les villages, prennent souvent feu en raison du mauvais entretien et du vandalisme.

financement **banque mondiale** | d'autres contacts sont en cours

Béninoise de Gaz et la Société Togolaise de Gaz – a déjà passé tous les accords et contrats nécessaires, et s'apprête à compléter le projet d'ici 2005.

Ni l'information disponible, ni les rencontres avec la Banque mondiale et Chevron, n'ont permis de répondre aux questions sur l'utilisation du gaz. Les rares communautés qui ont entendu parler du PGO ont l'impression que le gaz sera utilisé dans leur pays, mais il a été affirmé que les consommateurs finals seront les sociétés minières d'or du Ghana. L'administration Bush a vanté ce projet de 400 millions de dollars comme l'un de ceux qui aideront l'Afrique de l'Ouest à remplacer, dans un avenir proche, l'instable Moyen-Orient comme principal fournisseur de pétrole et de gaz.

Or, le PGO pose d'innombrables problèmes. Les sociétés du consortium ont un passé inquiétant en ce qui concerne les droits de l'homme. D'autre part, les détails du projet sont enveloppés de

mystère. En mars 2000, Environmental Rights Action / Amis de la Terre Nigeria a organisé une consultation des communautés, où étaient présents des experts et les médias du Nigeria, du Ghana et du Togo. Des représentants de Chevron et de la Compagnie nationale du pétrole nigérian y étaient invités mais ne s'y sont pas rendus.

### les impacts sur l'environnement

D'après les chiffres de la Banque mondiale pour 1995, le Nigeria brûle plus de gaz que n'importe quel pays du monde. Au niveau local, la combustion en torchère provoque des pluies acides, qui contribuent à la diminution du rendement des récoltes, corrodent les structures et ont des effets nocifs sur la santé tels que des troubles respiratoires. A l'échelon mondial, la combustion en torchère contribue au changement climatique en raison de l'émission continue de dioxyde de carbone, de méthane et d'autres gaz à effet de serre.

Le gazoduc va traverser des zones humides fragiles et des écosystèmes de mangrove qui vont certainement pâtir d'une telle intrusion, avec des conséquences négatives pour la subsistance des habitants. Les Amis de la Terre d'Afrique et d'ailleurs ont estimé que c'étaient là des raisons suffisantes pour exhorter la Banque mondiale à ne pas appuyer ce projet tant que les craintes des communautés locales et une potentielle dévastation de l'environnement n'auront pas été dûment prises en compte.

*pour plus d'information adressez-vous à :  
Pipe Dreams, Amis de la Terre Nigeria,  
Oilwatch et Amis de la Terre Etats-Unis:  
[foe@foe.org](mailto:foe@foe.org)*

*Amis de la Terre Nigeria: [www.eraction.org/](http://www.eraction.org/)  
Oilwatch: [www.oilwatch.org](http://www.oilwatch.org)  
Centre d'information sur la Banque (BIC):  
[www.bicusa.org/africa/pppwwgap.htm](http://www.bicusa.org/africa/pppwwgap.htm)*

Les Amis de la Terre Lituanie manifestent contre le projet de Lukoil.



étude de cas **dix**

compagnie **lukoil** [russie]

## problématique d-6

le forage de pétrole dans la mer  
baltique

*L'isthme de Courlande.*





*“Ici, les gens sont des nouveaux venus. Nous devrions nous comporter de manière à protéger cet endroit merveilleux pour les générations futures. Le pétrole évoque de mauvais souvenirs pour les gens qui vivent ici. Nous avons subi une fuite de pétrole en juin 1983, au cours des forages d’essai dans le champ de pétrole D-6. Nous qui habitons ici, nous essayons de protéger contre le pétrole nos belles plages, l’eau de mer, les poissons et les oiseaux marins.”*

Kazimieras Mizgiris, photographe lituanien de renom et résident de l’isthme de Courlande.

financement fonds de roulement prêtés à Lukoil par la banque européenne pour la reconstruction et le développement

Le géant pétrolier russe Lukoil, récemment apparu mais perçant rapidement sur les marchés étrangers, s’apprête à extraire du pétrole off-shore près de l’isthme de Courlande, un site classé patrimoine mondial par l’UNESCO, partagé par la Lituanie et la Russie. Le gisement ‘D-6’, situé à 22 kilomètres environ au large de la côte lituanienne, est supposé contenir quelque 24 millions de tonnes de pétrole.

### la boîte de pandore

Les ONG environnementalistes de la région de la Baltique, dont les Amis de la Terre Lituanie, sont inquiets au sujet des risques de pollution environnementale et de déversements accidentels de pétrole que le projet comporte. L’isthme de Courlande est un écosystème particulièrement fragile, et la mer Baltique est relativement propre et riche en biodiversité dans cette zone. Autant la partie lituanienne que la partie russe de l’isthme ont un fort potentiel dans les domaines du

tourisme durable et de la protection de la nature. Les militants craignent que le projet de Lukoil n’ouvre la boîte de Pandore en frayant la voie à l’extraction off-shore dans la Baltique, et que d’autres compagnies n’accourent en masse dans la région.

En mai 2000, la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD) a renfloué Lukoil avec 165 millions d’euros en fonds de roulement, qui ont permis à la société de commencer à développer le projet controversé du gisement D-6. Les activistes ont exhorté la BERD à geler, voire retirer ce prêt si Lukoil n’abandonne pas ce projet si polémique. Pourtant, la Banque se déclare impuissante à influencer Lukoil dans les domaines de la responsabilité environnementale ou de l’obligation de rendre des comptes.

Pendant plusieurs années, le gouvernement russe a évité tout dialogue et refusé toute information sur l’extraction de pétrole prévue au D-6, malgré les nombreuses demandes du gouvernement

lituanien, de la Commission d’Helsinki, du Comité du patrimoine mondial et des ONG internationales de défense de l’environnement. A présent, les militants ont tourné leur regard vers l’Union européenne, et demandé à la Commission européenne d’intervenir afin d’éviter la violation de la Convention d’Helsinki sur la protection de l’environnement marin dans la zone de la mer Baltique.

La Baltique est l’une des mers les plus sales du monde, et les 80 millions d’habitants des neuf pays dont elle baigne les côtes subissent déjà les impacts de cette pollution. L’extraction d’hydrocarbures, et les accidents et déversements dont elle s’accompagne inéluctablement, pourraient être la goutte qui fait déborder le vase.

*pour plus d’informations visitez les sites:*  
CEE Bankwatch Network: [www.bankwatch.org](http://www.bankwatch.org)  
FoE Lituanie:  
[www.zalieji.lt/english/activities/Lukoil](http://www.zalieji.lt/english/activities/Lukoil)



## recommandations

*“Je me demande quand la Banque mondiale va commencer à comprendre que ses politiques ne fonctionnent pas dans cette région. Elle devrait cesser de se mêler de nos affaires, avant que les choses n'échappent à tout contrôle.”*

**Evo Morales, leader contestataire bolivien et candidat à la présidence en 2002, parlant un mois après les soulèvements d'octobre 2003 contre les plans d'exportation de gaz du gouvernement. La Banque mondiale a joué un rôle majeur dans l'ouverture du pays à l'investissement étranger, et les IFI y ont directement financé plusieurs pipelines.**

Depuis les années 80, les organisations environnementalistes et les communautés directement atteintes ont abondamment démontré, preuves à l'appui, que les institutions financières internationales étaient en train de financer des catastrophes dans le secteur industriel un peu partout au monde. Analyses et témoignages ont prouvé que, à l'encontre de leurs mandats et malgré leurs déclarations, les investissements des IFI dans les combustibles fossiles et l'industrie minière ont eu des effets dévastateurs sur les gens et l'environnement.

Les membres des communautés établies à proximité des projets pétroliers, gaziers et miniers comprennent depuis plusieurs années qu'ils se retrouvent confrontés à des menaces de ce genre. Ils se sont donc rassemblés pour coopérer avec les organisations non gouvernementales internationales, lesquelles ont à leur tour contribué à les stimuler en leur facilitant l'accès à l'information, en leur fournissant des lieux de rencontre et en coordonnant des activités et des campagnes. Cette coopération internationale a permis d'exercer une pression considérable sur les gouvernements et les IFI pour les pousser à reconsidérer leur soutien des industries extractives. Les résultats de l'action conjointe des personnes atteintes par l'exploitation minière et les organisations militantes sont déjà visibles: la reconnaissance des impacts nuisibles des opérations pétrolières, gazières et minières est croissante dans le monde entier.

étude de cas **onze**

compagnies

### les dangers du pétrole destiné aux riches

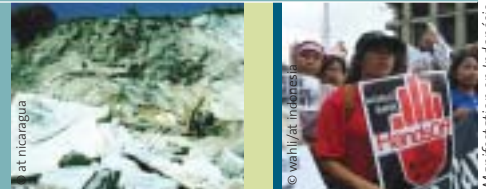
l'oléoduc baku-ceyhan dans la région caspienne

Charrette tirée par un âne près de Qarabork, en Azerbaïdjan.



bp [royaume-uni]  
socar [azerbaïdjan]  
tpao [turquie]  
itochu [japon]  
amerada hess [arabie saoudite]  
eni [italie]  
statoil [norvège]  
unocal [états-unis]  
totalfinalelf [france]  
inpx [japon]  
conocophilipps [états-unis]

*“Bien que l'Azerbaïdjan subisse une crise énergétique permanente, les banques de développement subviennent aux besoins d'énergie des citoyens nord-américains, sans considérer que les Azerbaïdjanais n'ont qu'un accès limité au gaz et à l'électricité. Le pétrole et le gaz de la mer Caspienne seront directement convoyés vers les marchés occidentaux, sans passer par les communautés locales.”* Samir Isaev, militant local d'Azerbaïdjan.



Manifestation en Indonésie pour que la Banque mondiale se retire de l'exploitation pétrolière, minière et gazière.

A titre d'exemple, vers la mi-août 2000 la République tchèque a amendé la loi nationale sur la géologie. Le nouveau texte légal interdit l'utilisation de la lixiviation par tas au cyanure dans l'extraction d'or. Les Amis de la Terre de la République tchèque ont décrit l'adoption de cet amendement comme "le coup de grâce pour les mines d'or" dans le pays. Des interdictions semblables sont intervenues en Allemagne et dans l'état nord-américain de Montana. Les Philippines, l'état nord-américain de Wisconsin, une province d'Equateur et le Costa Rica ont tous prohibé les mines à ciel ouvert. Dans le cas du Costa Rica, cette prohibition a été le résultat d'une campagne de huit années menée par de nombreuses communautés et associations, dont les Amis de la Terre.

Une autre victoire encourageante remportée grâce à la pression publique a été la décision de la Banque mondiale, en octobre 2002, de se retirer d'une mine d'or très controversée en Roumanie. La SFI a annoncé qu'elle n'allait pas financer la mine de Rosia Montana, après une série de confrontations très dures avec les Amis de la Terre International et les habitants de la région qui s'opposaient à ce projet (voir étude de cas en page 20).

Même les IFI commencent à s'inquiéter. En septembre 2000, en réponse aux critiques croissantes à l'égard du soutien des projets pétroliers, gaziers et miniers, et après une interpellation publique des Amis de la Terre International au président Richard Navarro lors de sa réunion annuelle, la Banque mondiale a lancé une évaluation des industries extractives (EIR) pour décider si elle devait participer dans ces secteurs à l'avenir. Le rapport publié par le conseil de révision identifie de nombreux domaines problématiques dans les industries extractives, et recommande à la Banque de se désengager progressivement des projets houillers et pétroliers, d'interdire certaines techniques d'extraction dangereuses, et d'exiger dans tous les cas le consentement préalable et bien informé des communautés et des peuples autochtones concernés.

Du moment que les institutions financières internationales donnent aux projets qu'elles financent la sécurité financière et la légitimité, leur retrait des secteurs pétrolier, minier et gazier serait un signal d'alerte pour les autres investisseurs. L'essentiel du message est que les industries extractives ne peuvent pas être considérées comme un investissement solide, et que leurs opérations destructrices ne satisfont pas les conditions requises pour bénéficier du financement public. Il existe de nombreux projets alternatifs, bien plus durables, proposés par les communautés du monde entier.

## financement sfi de la banque mondiale | berd

Vers la fin 2003, peu après les élections nationales en Géorgie et en Azerbaïdjan qui ont abouti à des soulèvements massifs, la SFI de la Banque mondiale a décidé de financer l'oléoduc Baku-Tbilissi-Ceyhan (BTC). Une semaine plus tard, la Banque européenne pour la reconstruction et le développement approuvait le financement de ce projet d'oléoduc, qui est l'un des plus contestés du monde. Et malgré les protestations des militants pour les droits de l'homme et l'environnement, la Banque européenne d'investissement et les sociétés de crédit à l'exportation risquent d'en faire autant.

Une fois construit, cet oléoduc de 3,5 milliards de dollars et de 1 770 Km de long transportera le pétrole de la mer Caspienne à la Méditerranée, à travers l'Azerbaïdjan, la Géorgie et la Turquie. Il est prévu qu'il évacue 50 millions de tonnes de pétrole brut par an à partir de 2005. Le consortium de l'oléoduc BTC est dirigé par le géant pétrolier BP, et il réunit

en outre Eni (Italie), Statoil (Norvège), Unocal (Etats-Unis) et TotalFinalElf (France).

Les industriels pétroliers affichent l'oléoduc comme le "projet du siècle". Ses défenseurs affirment qu'il va apporter des profits considérables aux pays concernés, transformer le milieu des affaires et créer des emplois et des programmes d'investissement pour les communautés locales, tout en protégeant l'environnement. Ses détracteurs, par contre, pensent qu'en finançant ce projet les IFI sont en train de soutenir les leaders corrompus et autoritaires et les entreprises rentables, aux dépens du peuple et de l'environnement.



## des contrats à faire dresser les cheveux

Il est très probable que ce projet soulèvera de gros problèmes de corruption. Sur les 133 pays évalués par Transparency International en 2003, l'Azerbaïdjan et la Géorgie figurent, respectivement, aux 125e et 127e places de l'Indice de perception de la corruption. D'autre part, leur capacité sectorielle est faible. Par exemple, l'Azerbaïdjan est le seul Etat de la mer Caspienne à ne pas avoir de plan d'urgence en cas de déversement accidentel. En appuyant l'expansion des investissements dans les industries extractives de la région, la Banque mondiale ignore les conseils de sa propre unité d'évaluation, qui déconseille de nouveaux investissements de ce genre dans les cas de gouvernance médiocre.

Des organisations de défense de l'environnement locales et internationales, y compris les Amis de la Terre International, Platform, The Corner House, World Wildlife Fund,

Dans le but de contribuer à la transition vers des sociétés équitables et durables, les Amis de la Terre International recommandent aux institutions financières internationales de prendre les mesures suivantes:

#### estudio de caso **once**

CEE Bankwatch et Amnesty International ont exhorté la Banque mondiale à ne pas financer l'oléoduc. Le projet comporte de tels impacts négatifs que, pour le soutenir, les IFI devront fermer les yeux sur leurs propres normes environnementales et sociales. Les gouvernements hôtes des trois pays concernés ont signé des accords qui leur interdisent d'adopter toute nouvelle loi sur la santé publique ou l'environnement susceptible d'affecter le rendement financier du projet pendant les 40 à 60 prochaines années... à moins d'indemniser le consortium. Ces dispositions légales signifient en fait que les sponsors du projet ont transféré aux populations locales les risques énormes du projet. Et les prêts et la garantie que l'on attend des IFI vont sceller le pacte et protéger le consortium.

#### les risques pour l'environnement

En Géorgie, l'oléoduc menace une aire de nature protégée importante, ainsi que le bassin hydrographique alimentant l'industrie de l'eau minérale. Or, cette industrie répond de 10% des exportations du pays, et emploie aujourd'hui davantage de personnes que l'oléoduc à l'avenir. Le président de la Commission d'évaluation d'impact environnemental des Pays-Bas a déclaré qu'il aurait été inacceptable pour l'Europe de l'Ouest que le projet traverse une région productrice d'eau. "Nous en avons été stupéfaits", a-t-il ajouté. Cela est d'autant plus surprenant que la Société financière internationale de la Banque mondiale a investi dans les plus grandes compagnies d'eau et dans une verrerie qui les approvisionne en

bouteilles. Donc, en finançant l'oléoduc BTC, la SFI sabote son propre portefeuille d'investissements.

Le danger de fuites de pétrole de l'oléoduc est considérable, en raison des tremblements de terre mais aussi de sabotages éventuels. En Turquie, l'oléoduc traversera des lignes de faille importantes, six bassins versants et deux sites protégés par la législation nationale. En Azerbaïdjan, il enjambrera 21 grands fleuves, affectera un écosystème désertique fragile et traversera des terres instables à forte activité sismique. En Géorgie, il faudra qu'il enjambe six rivières importantes dans des régions sujettes à des glissements de terrain.

Une autre source d'inquiétude pour les militants est la contribution de l'oléoduc au changement

Manifestation contre l'oléoduc BTC devant les bureaux de la BERD à Londres.



1. Les IFI devraient établir un plan visant à éliminer progressivement les investissements dans les secteurs extractifs, y compris les prêts destinés à l'ajustement structurel.

2. Dans l'immédiat, les IFI devraient définir certaines zones comme interdites, et n'appuyer aucun projet pétrolier, minier ou gazier dans leurs limites. Cette mesure concernerait par exemple les aires protégées, les territoires des peuples autochtones et les aires de conflit armé. De même, les IFI devraient immédiatement bannir les technologies dangereuses, y compris la décharge de déchets miniers dans les rivières et les océans, et l'utilisation de cyanure.

3. Les IFI devraient consacrer leurs investissements actuels dans les industries extractives à financer la fermeture des mines, à aider les travailleurs de l'industrie minière à trouver un autre travail, à restaurer les communautés et les écosystèmes dégradés, et à assurer le relais vers des projets d'énergie renouvelable.

4. Toutes les parties concernées – les IFI, les gouvernements, les défenseurs de l'industrie, les experts juridiques, les scientifiques, les ONG et les communautés atteintes – devraient coopérer à réparer les dégâts causés par les projets passés. Tous ceux qui ont contribué de manière significative aux dommages devraient être appelés à rendre des comptes. Les experts juridiques, les scientifiques et les ONG devraient aider les communautés atteintes à évaluer les dommages environnementaux et sociaux qu'elles ont subis.

5. Les gouvernements devraient destiner leur aide financière aux initiatives locales et participatives susceptibles d'avantager réellement les gens et l'environnement et soutenir, par exemple, la transition vers une production d'énergie renouvelable, efficace et décentralisée.



climatique. Une fois brûlé, le pétrole transporté jettera dans l'atmosphère 185 millions de tonnes de dioxyde de carbone par an.

### problèmes d'ordre social

L'oléoduc traversera des régions de grande instabilité politique, y compris l'enclave arménienne en Azerbaïdjan et les régions kurdes en Turquie, où la présence de pétrole et d'argent risque d'aggraver les conflits et les violations des droits de l'homme.

Il est déjà évident que l'avis des populations locales n'est pas du tout pris en considération. En Turquie, 30 000 personnes vivent le long du tracé de l'oléoduc. Ces personnes n'ont pas été consultées comme il le fallait, en dépit des

directives spéciales de la Banque mondiale à cet égard. De nombreux résidents dépendent de leurs terres pour vivre, et les indemnités payées pour leur utilisation par le consortium ont été trop faibles, voire inexistantes. Dans certains cas, la construction a démarré avant que la compensation correspondante ne soit allouée.

Il est indéniable que l'argent public et privé dépensé à des projets comme celui de l'oléoduc Baku-Tbilissi-Ceyhan ne bénéficiera nullement pas la population locale, et ne fera que creuser le "paradoxe de l'abondance".



*pour davantage d'informations visitez les sites:  
The Baku-Ceyhan Campaign:*

**[www.bakuceyhan.org.uk](http://www.bakuceyhan.org.uk)**

*Amis de la Terre Pays-Bas:* **[www.foenl.org](http://www.foenl.org)**

*Amis de la Terre Angleterre, Galles et Irlande du Nord:*

**[www.foe.org/camps/intl/institutions/backuceyhan.html](http://www.foe.org/camps/intl/institutions/backuceyhan.html)**

*Amis de la Terre Etats-Unis:* **[www.foe.org](http://www.foe.org)**

*CEE Bankwatch Network:* **[www.bankwatch.org](http://www.bankwatch.org)**

*The Corner House:*

**[www.thecornerhouse.org.uk/](http://www.thecornerhouse.org.uk/)**

*Centre d'information sur la Banque:*

**[www.bicusa.org](http://www.bicusa.org)**

## documents

Vous trouverez des stylos, des bannières, des auto-collants et des t-shirts sur:  
[www.foei.org/publications/financial/index.html](http://www.foei.org/publications/financial/index.html)

La mine Freeport, en Indonésie.



Des membres du peuple autochtone Sarayaku  
 Quichua manifestent contre la présence de la  
 Banque mondiale dans leur territoire, lors de la  
 rencontre internationale des Amis de la Terre  
 International, à Cartagena, Colombie.



Des planteurs de mangue  
 manifestent à Tambogrande, Pérou.



© ernesto cabellos

### comments on the oil spill response plan for the chad-cameroon pipeline

amis de la terre cameroun, 2003

[www.foei.org/publications/financial/cameroon.pdf](http://www.foei.org/publications/financial/cameroon.pdf)

### poverty reduction or poverty exacerbation? world bank support for extractive industries in africa

amis de la terre états-unis et autres, 2003

[www.foe.org/res/pubs/pdf/pegg.pdf](http://www.foe.org/res/pubs/pdf/pegg.pdf)

### oil funds: answer to the paradox of plenty?

a policy brief on oil revenue monitoring plans: comparison across countries  
 amis de la terre états-unis, 2003

[www.foe.org/camps/intl/worldbank/oilrev.html](http://www.foe.org/camps/intl/worldbank/oilrev.html)

### traversing people's lives: how the world bank is financing community disruption in cameroon [rapport et vidéo]

amis de la terre cameroun, 2002

[www.foei.org/publications/worldbank/traversing.pdf](http://www.foei.org/publications/worldbank/traversing.pdf)

### marketing the earth: the world bank and sustainable development

amis de la terre états-unis, 2002

[www.foe.org/res/pubs/pdf/marketingtheearth.pdf](http://www.foe.org/res/pubs/pdf/marketingtheearth.pdf)

### risky business: how the world bank's insurance arm fails the poor and harms the environment

amis de la terre états-unis, 2002

[www.foe.org/res/pubs/pdf/MIGAREport.pdf](http://www.foe.org/res/pubs/pdf/MIGAREport.pdf)

### opic, ex-im and climate change: business as usual?

amis de la terre états-unis et service inter-press, 2001

[www.foe.org/res/pubs/pdf/climatesummary.pdf](http://www.foe.org/res/pubs/pdf/climatesummary.pdf)

### dubious development: how the world bank's private arm is failing the poor and the environment

amis de la terre états-unis, 2000

[www.foe.org/camps/intl/worldbank/ifcreport/index.htm](http://www.foe.org/camps/intl/worldbank/ifcreport/index.htm)

### a race to the bottom: creating risk, generating debt, and guaranteeing environmental destruction

amis de la terre états-unis et autres, 2000

[www.foe.org/res/pubs/pdf/ecareport.pdf](http://www.foe.org/res/pubs/pdf/ecareport.pdf)



### european investment bank fact sheets

amis de la terre international, 2003

[www.foei.org/publications/financial/index.html](http://www.foei.org/publications/financial/index.html)

### gambling with people's lives: what the world bank's new "high-risk/high-reward" strategy means for the poor and the environment

amis de la terre international, environmental defense et international rivers network, septembre 2003

[www.foei.org/publications/financial/gambling.pdf](http://www.foei.org/publications/financial/gambling.pdf)

### 'if this is development, you can keep it!'

[vidéo et cd-rom]

amis de la terre cameroun et amis de la terre international, 2001

commandes: [ifi@foei.org](mailto:ifi@foei.org)



### broken promises:

the chad cameroon oil and pipeline project; profit at any cost?

amis de la terre international, amis de la terre cameroun et amis de la terre pays-bas, 2001

[www.foei.org/publications/mining/promises.pdf](http://www.foei.org/publications/mining/promises.pdf)

### the world bank and mining in peru: alleviating poverty?

[video y cd-rom]

amis de la terre pérou et amis de la terre international, 2001

commandes: [ifi@foei.org](mailto:ifi@foei.org)

[www.foei.org/ifi/videos.html#peru](http://www.foei.org/ifi/videos.html#peru)

### pour un arrêt progressif du financement par les institutions financières internationales des projets d'exploitation minière et d'extraction des carburants fossiles

amis de la terre international [également en anglais et en espagnol]

[www.foei.org/publications/financial/FFMeng.pdf](http://www.foei.org/publications/financial/FFMeng.pdf)

### we thought it was oil, but it was blood

recueil de poèmes de nnimmo bassey, amis de la terre nigeria

[www.foei.org/publications/mining/blood.html](http://www.foei.org/publications/mining/blood.html)

### burying people for profit: vidéo sur la mine d'or de rosia montana en roumanie

[www.foei.org/publications/mining/index.html](http://www.foei.org/publications/mining/index.html)

### anglo-american plc: financing the summit, plundering the earth

amis de la terre, 2002

[www.foei.org/publications/mining](http://www.foei.org/publications/mining)

### mining in the crossroads of sustainability

amis de la terre colombie, 2000 [en anglais et en espagnol]

[www.foei.org/publications/mining/index.html](http://www.foei.org/publications/mining/index.html)

## glossaire



**BAaD:** Banque asiatique de développement

**BEI:** Banque européenne d'investissement

**BERD:** Banque européenne pour la reconstruction et le développement

**BID:** Banque interaméricaine de développement

**BMD:** Banque multilatérale de développement

**BTC:** Oléoduc Baku-Tbilissi-Ceyhan dans la région Caspienne

**ECA/ACE :** Agence de crédit à l'exportation

**EIR/EIE:** Extractive Industries Review/Evaluation des industries extractives

**FoEI/AdTI:** Friends of the Earth International/Amis de la terre International

**GBM:** Groupe de la Banque mondiale

**IFI:** Institution financière internationale

**MIGA:** Agence multilatérale de garantie des investissements

**OED:** Département d'évaluation des opérations

**SFI:** Société financière internationale

**STN:** Société transnationale

### les institutions financières internationales

Les institutions financières internationales se partagent en deux catégories : les banques multilatérales de développement et les agences de crédit à l'exportation.

**banques multilatérales de développement** La plupart des banques multilatérales de développement (BMD) sont gouvernées par les pays riches du monde. Elles ont fait pression sur les gouvernements d'Amérique latine, d'Asie, d'Afrique et d'Europe centrale et de l'Est pour qu'ils adoptent un modèle néo-libéral et dépassé, tourné vers l'exportation, qui prône la libéralisation, la dérégulation et la privatisation. Derrière l'objectif déclaré d' 'atténuer' ou de 'combattre' la pauvreté, ces politiques ont provoqué le déplacement de communautés entières, de graves dommages environnementaux, des pertes d'emploi massives, des violations des droits des peuples autochtones, l'accroissement de la corruption et l'accélération du changement climatique. En outre, les projets et programmes soutenus par les BMD ont alourdi encore plus la dette extérieure des pays récepteurs.

Les BMD sont sous l'autorité d'un Conseil des Gouverneurs composé des représentants du gouvernement de chaque pays membre, généralement leur ministre des finances. Toutefois, c'est surtout le Conseil d'administration qui approuve les politiques, les prêts, les taux d'intérêt et le budget.

**BAaD:** Banque asiatique de développement. Date de création : 1966. Décideurs principaux: Etats-Unis (13%), Japon (13%), Australie (5%), Chine (5%). Prêts annuels: 5,3 milliards USD (2001). Informations supplémentaires: [www.foei.org](http://www.foei.org), [www.bicusa.org](http://www.bicusa.org), [www.adb.org](http://www.adb.org)

**BERD:** Banque européenne pour la reconstruction et le développement. Date de création: 1991. Décideurs principaux : Etats-Unis (10%), France, Allemagne, Italie, Japon, Royaume-Uni (presque 9% chacun). Prêts annuels: 3,8 milliards d'euros (2002). Informations supplémentaires: [www.bankwatch.org](http://www.bankwatch.org), [www.bicusa.org](http://www.bicusa.org), [www.ebrd.com](http://www.ebrd.com)

**BEI:** Banque européenne d'investissement. Date de création: 1958. Décideurs principaux: France, Allemagne, Italie, Royaume-Uni. Prêts annuels: 38 milliards d'euros (2002). Informations supplémentaires: [www.foei.org](http://www.foei.org), [www.bankwatch.org](http://www.bankwatch.org), [www.eib.org](http://www.eib.org)

**BID:** Banque interaméricaine de développement. Date de création: 1959. Décideurs principaux: Etats-Unis (30%), Japon (5%), Canada (4%), Pays d'Amérique latine (50%). Prêts annuels: 9 milliards USD (2002). Informations supplémentaires: [www.foei.org](http://www.foei.org), [www.alianzafrentebid.org](http://www.alianzafrentebid.org), [www.bicusa.org](http://www.bicusa.org), [www.iadb.org](http://www.iadb.org)

**GBM:** Groupe de la Banque mondiale. Branches pour le secteur public: Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD), Association internationale de développement (AID). Branches pour le secteur privé: Société financière internationale (SFI), Agence multilatérale de garantie des investissements (MIGA). Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements (ICSID). Date de création: 1944. Décideurs principaux: Etats-Unis (16%), Japon (8%), Allemagne (5%), Royaume-Uni (4%), France (4%). Prêts annuels : 30 milliards USD. Informations supplémentaires: [www.foei.org](http://www.foei.org), [www.brettonwoodsproject.org](http://www.brettonwoodsproject.org), [www.bankwatch.org](http://www.bankwatch.org), [www.50years.org](http://www.50years.org), [www.aseed.net](http://www.aseed.net), [www.shirledbank.org](http://www.shirledbank.org), [www.worldbunk.org](http://www.worldbunk.org), [www.worldbank.org](http://www.worldbank.org)

**agences de crédit à l'exportation** Les agences de crédit à l'exportation (ECA) sont des créatures d'un tout autre genre. En tant qu'agences bilatérales des pays industrialisés, elles sont encore plus portées que les BMD à favoriser les intérêts de leur propre nation. Les ECA accordent des prêts, des garanties et des assurances aux sociétés multinationales de leur pays pour des affaires à l'étranger, souvent dans le Sud. Il est souvent exigé aux gouvernements du Sud d'y apporter une contre-garantie. De ce fait, si le projet échoue le gouvernement doit payer, et la dette extérieure du pays en est accrue. Ainsi sont financés certains des projets les plus risqués du monde. En raison des risques inhérents aux projets polémiques dans les secteurs pétrolier, minier, gazier et autres, nombre de projets ne pourraient pas être mis en oeuvre dans les pays en voie de développement sans l'appui des ECA. De ce fait, les projets soutenus par les ECA portent souvent atteinte à l'environnement et sont nuisibles pour les populations des régions concernées. Dans leur ensemble, les ECA prêtent plus d'argent que n'importe quelle IFI.

Les ECA les plus importantes sont:

**COFACE:** Compagnie française pour l'assurance du commerce extérieur (France)

**ECGD:** Export Credit Guarantee Department (Royaume-Uni)

**EDC:** Export Development Corporation (Canada)

**EFIC:** Export Finance Investment Corporation (Australie)

**Export-Import Bank** (Etats-Unis)

**Hermes:** (Allemagne)

**JBIC:** Japanese Bank for International Corporation (Japon)

**OPIC:** Overseas Private Investment Corporation (Etats-Unis)

**SACE:** Sezione Speciale Per l'Assicurazione del Credito All'Esportazione (Italie)

Pour plus d'information visitez les sites: [www.foei.org](http://www.foei.org) et [www.eca-watch.org](http://www.eca-watch.org)

